

Sciences sociales et usages des savoirs par les " gens ordinaires "

Anne Mesny

Savoirs et gouvernementalité
Volume 20, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015401ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015401ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mesny, A. (1996). Sciences sociales et usages des savoirs par les " gens ordinaires ". *Anthropologie et Sociétés*, 20 (1), 187–198.
<https://doi.org/10.7202/015401ar>

SCIENCES SOCIALES ET USAGE DES SAVOIRS PAR LES « GENS ORDINAIRES »

Essai bibliographique

Anne Mesny



Ouvrages discutés :

- BARNES John A., 1979. *Who Should Know That ? Social Science, Privacy and Ethics*. Cambridge. Cambridge University Press.
- BECK Ulrich, Anthony GIDDENS et Scott LASH, 1994. *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*. Cambridge. Polity.
- HELLER Frank (dir.), 1986. *The Use and Abuse of Social Science*. Londres. Sage.
- STEHR Nico, 1992. *Practical Knowledge. Applying the Social Sciences*. Londres. Sage.

La question de l'utilité et de l'utilisation des savoirs issus des sciences sociales a toujours préoccupé les producteurs de ces savoirs. Cette préoccupation s'est traduite dès le début par un « complexe d'infériorité » vis-à-vis des sciences de la nature; personne ne songerait en effet à remettre en question l'utilité de ces dernières ni le caractère crucial de leur utilisation systématique pour les sociétés modernes (Stehr 1992 : 8-10). Les scientifiques du social ont donc traditionnellement voulu montrer que les savoirs qu'ils produisent peuvent être utilisés d'une façon comparable aux savoirs des sciences de la nature, et que, en conséquence, les sciences sociales, bien que loin d'égaliser sur ce point leurs « grandes sœurs », peuvent néanmoins aspirer à une légitimité conférée par la reconnaissance de leur utilité. Dans cet essai, je tente de caractériser différentes positions adoptées à l'égard de l'utilisation des savoirs issus des sciences sociales, en situant mon propos du point de vue des « utilisateurs » de ces savoirs¹. Plus précisément, mon but est de montrer comment les « gens ordinaires » peuvent être considérés comme des « utilisateurs » cruciaux et omniprésents des savoirs dérivés des sciences sociales. En partant du débat classique sur l'utilisation des sciences sociales (illustré ici par l'ouvrage dirigé par Heller), dans lequel les « gens ordinaires » ne sont que très marginalement évoqués (section 1), l'analyse évolue ensuite vers des positions qui accordent une place importante au phénomène d'appropriation des savoirs par les « gens ordinaires », en discutant successivement des ouvrages de Barnes, puis de Stehr et enfin de Beck, Giddens et Lash.

1. Le terme d'« utilisateurs », comme on le verra plus loin, n'est pas toujours approprié.

Du modèle instrumental au modèle d'*enlightenment*

Le débat sur l'utilisation des savoirs issus des sciences sociales s'est transformé à mesure que s'évanouissait peu à peu l'ambition de calquer leur modèle d'utilisation sur celui des sciences de la nature. En caricaturant quelque peu, on peut dire que les scientifiques du social ont d'abord cru en un *modèle instrumental*, selon lequel les savoirs des sciences sociales peuvent être utilisés afin de résoudre des problèmes sociaux précis (Zetterberg 1962 : 15). Selon ce modèle, on considère que les utilisateurs privilégiés des sciences sociales sont avant tout ceux qui font et défont les politiques des États-nations et, plus généralement, les experts qui travaillent dans les organisations gouvernementales (Weiss 1980), les « professionnels » (Lazarsfeld et al. 1968), ou encore ceux qui œuvrent dans des organisations intergouvernementales comme l'Unesco (Lengyel 1986). Cependant, les études de cas portant sur la façon dont les « décideurs » et les « experts » utilisent les savoirs des sciences sociales ont très vite abouti à remettre en question la dimension strictement instrumentale de ce modèle, et à lui ajouter une dimension dite d'*enlightenment*. L'approche instrumentale est alors considérée comme un mode limité d'utilisation des savoirs issus des sciences sociales. Le modèle d'*enlightenment*, souvent considéré comme moins ambitieux que le programme d'« ingénierie sociale », caractéristique du modèle instrumental, consiste à affirmer que les sciences sociales peuvent fournir, non pas des solutions pratiques et directement applicables aux problèmes sociaux, mais plutôt des « cadres d'interprétation, de référence et de signification ». Ces cadres de signification peuvent faire évoluer la façon dont les experts envisagent les problèmes sociaux, ce qui peut éventuellement les conduire à proposer des solutions innovatrices (Becker 1990 : 11 ; Bulmer 1982 : xiii, 47-8 ; 1990 : 128 ; Weiss 1986 : 219).

Le passage d'un modèle instrumental à un modèle d'*enlightenment* a deux conséquences importantes sur la façon de poser le problème de l'usage des savoirs en sciences sociales. La première est que l'utilisation de ces savoirs devient un processus extrêmement complexe à circonscrire, à mesurer et à évaluer, parce que le processus d'*enlightenment* renvoie à un changement d'« angles de vision », de « théories implicites », de « croyances », etc., autant de notions difficiles à cerner. Autrement dit, adopter un modèle d'*enlightenment* revient pour les scientifiques du social à admettre qu'ils n'ont que très peu de contrôle sur le processus d'utilisation des savoirs qu'ils produisent, et qu'il est très difficile de « démontrer » l'utilité de ces savoirs, conséquence que plusieurs ont du mal à accepter. La seconde conséquence concerne directement la question des « utilisateurs » des sciences sociales. L'idée d'*enlightenment* a permis de comprendre que le recours à des savoirs n'est pas seulement le fait des « experts » et des « décideurs », mais aussi de toute personne qui y a accès. Dans les typologies proposées pour décrire les diverses utilisations possibles des savoirs issus des sciences sociales, apparaît dès lors la catégorie « gens ordinaires », « grand public », ou « non-experts » (Abrams 1985 : 184 ; Cherns 1979 : 113 ; Marris 1990 : 76). À cet égard, l'utilité des sciences sociales serait de faire évoluer la « conscience collective » (Abrams 1985 : 194). En résumé, le débat en sciences sociales, et plus particulièrement en sociologie, sur l'utilisation et l'utilité des savoirs, a graduellement fait place à l'idée que les « gens

ordinaires » font usage des savoirs issus des sciences sociales dans le cadre d'un processus général d'*enlightenment*, généralement décrit comme long et hasardeux (Cherns 1979 : 113). Cependant, dans ce débat, nombre de scientifiques ont encore tendance à désigner l'inévitable interaction entre sciences sociales et « grand public » comme une forme d'« abus », plutôt qu'à y voir une forme d'utilisation légitime. Comme je l'ai suggéré plus haut, on peut noter qu'en la matière, les scientifiques du social ont tendance à qualifier d'abus tout usage dont ils n'ont pas le contrôle.

De nombreux ouvrages pourraient être présentés ici afin d'éclairer ce débat classique développé principalement en sociologie, et largement confiné à la relation entre sciences sociales et *policy-making*². L'ouvrage dirigé par Frank Heller, intitulé *The Use and Abuse of Social Science* (1986), me sert en quelque sorte d'illustration. Les références au modèle instrumental et à la possibilité de contrôler le processus d'« utilisation » des savoirs par les scientifiques du social y sont nombreuses. Dans son introduction aux seize textes rassemblés dans l'ouvrage, Heller décrit le processus d'utilisation comme étant composé de quatre phases, qui vont de la diffusion des savoirs vers les personnes ayant un intérêt potentiel à en faire usage, jusqu'à l'application de ces savoirs une fois que le « client » a accepté de les prendre en considération (Heller 1986 : 2-3). Inspiré par le même idéal instrumental, Lévy-Leboyer soutient dans le même ouvrage une position pourtant à contre-courant du discours habituel sur l'utilisation des sciences sociales, puisqu'il affirme que, loin d'être « sous-utilisés », les savoirs en sciences sociales sont au contraire utilisés à tort et à travers, et pas toujours par les « bonnes » personnes³ (Lévy-Leboyer 1986 : 24-26). Par conséquent, il suggère que les scientifiques du social devraient davantage agir comme les « gardiens » des savoirs qu'ils produisent : « Far from lamenting the poor use made of the social sciences, we should stand as sentries at the door of our ideas and techniques and warn the users on the risks of applying them without proper care and adequate skill » (*ibid.* : 26).

Cependant, l'ouvrage dirigé par Heller illustre aussi les réserves grandissantes des scientifiques du social vis-à-vis du modèle d'instrumentalité et le virage vers la notion d'*enlightenment* qui s'accompagne, comme on l'a vu, de l'idée que les savoirs des sciences sociales ne s'adressent pas seulement aux experts des organisations gouvernementales. Le texte de Weiss, dans le même ouvrage, explique parfaitement ce virage conceptuel vers l'idée d'*enlightenment*, qu'elle prend cependant soin de relativiser en affirmant que le modèle d'*enlightenment* s'ajoute, plutôt qu'il ne se substitue, au modèle instrumental : « Diffuse enlightenment is no substitute for careful, directed analysis of the policy implications of research. Ways still have to be found — and used — to improve targeted applications of targeted research as well » (Weiss 1986 : 230).

Weiss aborde un aspect important du processus d'*enlightenment*, à savoir que celui-ci déborde très largement des canaux universitaires de diffusion des savoirs

2. Voir par exemple Bryant et Becker (1990); Bulmer (1982); Cherns (1979); Lazarsfeld et al. (1968); Lindblom et Cohen (1979); Scott et Shore (1979); Weiss (1980); Wilson (1993).

3. Dans ce texte, l'auteur s'intéresse plus particulièrement aux savoirs issus de la psychologie.

en sciences sociales. Plus précisément, ces savoirs sont de plus en plus présents dans les médias de masse, et l'accès à ces savoirs peut se faire d'innombrables façons, que ce soit en lisant les journaux, lors de discussions entre collègues, avec des consultants, etc. (*ibid.* : 218). Ces conditions de diffusion des savoirs propres aux sociétés modernes indiquent d'ores et déjà que les « utilisateurs » potentiels des savoirs des sciences sociales s'étendent de plus en plus au « grand public ».

« Gens ordinaires » et éthique en sciences sociales

Il faut quitter le cadre du débat classique sur l'utilisation des savoirs issus des sciences sociales pour trouver des positions théoriques plus approfondies sur l'usage de ces savoirs par les « gens ordinaires ». Un lieu important de développement de telles positions est la question de l'éthique en sciences sociales. Parmi les nombreux ouvrages qui traitent de cette vaste question, il me paraît utile de relire l'ouvrage de John Barnes intitulé *Who Should Know That ? Social Science, Privacy and Ethics*, publié en 1979. Les savoirs des sciences sociales portent le plus souvent sur la vie des « gens ordinaires », et leur production engage souvent une forme d'interaction avec ces personnes, dont on attend qu'elles livrent des vérités sur leur vie de « gens ordinaires ». C'est pourquoi Barnes considère la relation entre sciences sociales et « gens ordinaires » comme cruciale.

La question éthique que pose Barnes dans cet ouvrage ne commence pas tant avec l'utilisation des savoirs qu'avec la production des savoirs en sciences sociales. Barnes rappelle d'abord que les scientifiques du social se sont initialement intéressés à des personnes en position d'infériorité sociale : « Empirical inquiry in sociology began with the poor, in social anthropology with natives, and in psychology, after an early period when highly trained respondents were used, with students » (Barnes 1979 : 23-24).

Autrement dit, les scientifiques du social ont commencé par étudier des personnes sans grand pouvoir dans leur société, à propos desquelles il était donc plus facile de nier la compétence et la capacité de « parler pour elles-mêmes ». Une telle attitude de la part des scientifiques du social était conforme à ce que Barnes nomme le « paradigme des sciences de la nature ». Dans ce paradigme, le chercheur doit faire en sorte que le comportement de ceux qu'il étudie soit le moins possible altéré du fait de l'investigation scientifique (*ibid.* : 26). L'objectif du scientifique est alors de collecter des « faits » qui sont censés être utiles à ceux qui s'occupent des populations étudiées plutôt qu'à ces populations elles-mêmes : « independently existing unbiased facts were assumed to be known to the guardians of the poor rather than the poor themselves » (*ibid.* : 34).

Ce n'est qu'avec l'institutionnalisation des sciences sociales que les problèmes éthiques contenus dans ce « paradigme des sciences de la nature » sont apparus au grand jour. Ce processus d'institutionnalisation a permis au grand public de comprendre que les savoirs issus des sciences sociales peuvent être une source de pouvoir et servir des intérêts sectoriels (*ibid.* : 42-44). En même temps, l'institutionnalisation des sciences sociales conduit en quelque sorte à leur banalisation, dans la mesure où les savoirs ainsi produits sont devenus un ingrédient omni-

présent dans la vie quotidienne, et sont passés de manière routinière dans le sens commun (*ibid.* : 41, 53). L'abandon graduel du paradigme des sciences de la nature fut encore plus évident lorsque les « citoyens », passant en quelque sorte de l'état d'« objet » à celui de « sujet », devinrent leurs propres chercheurs, et entreprirent des recherches sur divers traits de la vie sociale de leur communauté, de leurs voisins ou d'autres citoyens (*ibid.* : 51). Selon Barnes, on assiste aujourd'hui à un changement d'attitude du public vis-à-vis des sciences sociales : l'idée de propriété privée fait son apparition, après celles d'*enlightenment* et de pouvoir : « The findings of social inquiry are no longer thought of as a source of enlightenment, nor necessarily as a source of power, but rather as a kind of non-negotiable private property » (*ibid.* : 53).

Une telle position chez les personnes qui sont étudiées par les scientifiques du social est de plus en plus courante, notamment en anthropologie, où les chercheurs doivent désormais « négocier » les conditions de leur investigation en tenant compte de ce « droit d'appropriation » des savoirs revendiqué par les personnes étudiées⁴.

À sa manière, Barnes rejoint, par sa préoccupation éthique, une longue tradition qui puise entre autres dans l'herméneutique et la phénoménologie, discipline selon laquelle la différence cruciale entre sciences du social et sciences de la nature est que l'objet d'étude des premières est constitué de sujets qui élaborent eux-mêmes leurs propres interprétations. Les scientifiques du social doivent alors prendre ces interprétations comme point de départ de leurs constructions théoriques⁵ (Schutz 1967; Winch 1958). Dans cette perspective, le citoyen peut être considéré lui aussi comme un chercheur (Barnes 1979 : 70), dans la mesure où il est capable de raisonner d'une manière scientifique et, surtout, parce qu'il peut comprendre et utiliser les savoirs des sciences sociales dans le cadre de sa vie de tous les jours (*ibid.*). À cet égard, Barnes souligne qu'une conséquence importante de la réflexivité qui caractérise les sciences du social est que, à la différence de son collègue des sciences de la nature, le chercheur en sciences sociales ne peut ignorer les critiques que lui font les « gens ordinaires », puisque ces derniers font eux aussi quotidiennement l'expérience de la vie sociale et ont appris à évoluer avec succès dans leur environnement social⁶ (*ibid.*).

En résumé, Barnes situe la responsabilité éthique du chercheur en sciences sociales à deux niveaux, par ailleurs de plus en plus indissociables. En ce qui concerne la production des savoirs, la responsabilité du chercheur concerne le respect de la vie privée des personnes étudiées, qui ne devraient ignorer ni qu'elles sont

4. Voir par exemple le cas fourni par Clifford : « An outsider studying Native American culture may expect, perhaps as a requirement for continuing research, to testify in support of land claim litigation » (in Clifford et Marcus 1986 : 9).

5. Ce que Giddens nomme « double-herméneutique » (Giddens 1993a : 86), notion qui a été récemment reprise et critiquée par Harbers, de Vries et Lynch (Harbers et de Vries 1993 : Lynch 1993).

6. Il serait assez facile de montrer que le chercheur en sciences de la nature est de plus en plus logé à la même enseigne, et qu'il ne peut plus ignorer les critiques des non-experts à l'égard des savoirs issus des sciences de la nature et de leur utilisation.

l'objet d'une investigation ni les raisons de cette dernière (*ibid.* : 97-121) et qui ont un droit de regard légitime sur les savoirs dont elles font l'« objet ». En ce qui concerne l'utilisation des savoirs, la question éthique est de déterminer dans quelle mesure le scientifique continue d'être responsable des savoirs qu'il a produits, savoirs qui deviennent ensuite un « bien public » que des personnes peuvent s'approprier à des fins multiples et parfois opposées. Le débat sur ces aspects éthiques des sciences sociales, illustré ici par l'ouvrage de Barnes, mais alimenté ces dernières années par de multiples autres voix, notamment d'anthropologues⁷, propose donc une thèse bien différente de celle du débat traditionnel présenté dans la première section : les « gens ordinaires » sont partie intégrante de l'usage des savoirs issus des sciences sociales. Cependant, ce n'est pas la notion d'« utilisation », avec sa référence instrumentale implicite, qui est pertinente pour analyser cet usage ; il convient plutôt de parler d'« appropriation » des savoirs, afin de prendre acte du fait que les savoirs en sciences sociales portent sur des « sujets » compétents capables de les comprendre et d'en faire usage et qui revendiquent de plus en plus leur droit de regard sur les savoirs produits à leur propos.

Science sociale et émancipation

Si l'usage des savoirs en sciences sociales échappe largement aux scientifiques qui les construisent, et si cet usage renvoie en partie à des processus diffus d'appropriation par les « gens ordinaires », il serait compréhensible que le scientifique du social se désengage de la question de l'utilisation des savoirs. Plus précisément, puisque ces savoirs deviennent des « biens publics » qui constituent en quelque sorte un « marché » offert au plus grand nombre et puisqu'ils sont donc utilisés par qui souhaite en faire usage, il serait possible de soutenir qu'il n'est pas du ressort des chercheurs de juger ou de contrôler les fins de leur utilisation. Il est clair cependant qu'entre un tel désengagement et l'illusion d'une maîtrise totale de l'utilisation des savoirs, il est possible et souhaitable pour le scientifique du social d'adopter une position intermédiaire qui tienne compte à la fois de sa responsabilité éthique et du caractère limité de son influence. C'est précisément une telle position intermédiaire que Nico Stehr illustre dans son ouvrage intitulé *Practical Knowledge. Applying the Social Sciences*, paru en 1992.

La thèse générale que soutient Stehr dans cet ouvrage est qu'il est possible de définir des conditions de production des savoirs en sciences sociales qui renforceraient leur efficacité pratique (Stehr 1992 : 121). Stehr définit le savoir comme une « capacité à agir » [*capacity for action*] (*ibid.* : 2-4) ; en ce sens, il est possible de dire que tout savoir est « pratique ». Cependant, Stehr introduit la distinction entre savoir-action [*action knowledge*] et savoir pratique [*practical knowledge*] : « [*action knowledge is*] knowledge which has in fact been translated into action, [*and practical knowledge is*] knowledge which is, from the beginning, designed to serve as a capacity for action » (*ibid.* : 4).

7. Voir en particulier l'ouvrage désormais classique dirigé par Clifford et Marcus, où la remise en question de la pratique ethnographique peut être étendue à l'ensemble des sciences sociales (Clifford et Marcus 1986).

Dans cette perspective, la tâche des scientifiques du social est de produire des savoirs pratiques qui sont dès le départ conçus pour aboutir à des changements pratiques dans la vie sociale. La préoccupation de Stehr est donc la suivante : « What is at issue are the characteristics of social science knowledge which affect its chance of being employed in practice and therefore contribute to practical changes of some sort » (*ibid.* : x).

Autrement dit, l'abandon du modèle instrumental d'utilisation des savoirs ne signifie pas qu'il faille seulement tenter d'agir sur le contexte d'utilisation des savoirs et renoncer à le faire sur le contexte de production des savoirs. L'argument de Stehr est précisément que la question de l'usage et de l'utilité des savoirs en sciences sociales dépend en partie de la façon dont ces savoirs ont été construits (*ibid.* : 12, 39). À ce titre, les scientifiques du social ont donc une responsabilité à assumer et un rôle à jouer.

S'appuyant sur d'autres chercheurs allemands comme Schelsky, Beck et Bonss⁸, Stehr affirme que l'un des plus importants effets pratiques des savoirs issus des sciences sociales concerne les cadres de significations utilisés dans la vie quotidienne, c'est-à-dire la façon dont les individus et les groupes interprètent la réalité au cours de leurs activités. Bien qu'une telle idée se rapproche de la notion d'*enlightenment* présentée plus haut, elle s'en éloigne cependant à plusieurs égards. Plutôt que de parler d'*enlightenment*, Stehr parle des « effets idéologiques » des savoirs des sciences sociales (*ibid.* : 38-9), c'est-à-dire de la façon dont ces savoirs peuvent engendrer des changements de croyances et de valeurs chez ceux qui se les approprient. Bien que le terme d'« idéologie » utilisé dans ce contexte mérite d'être expliqué et justifié davantage que ne le fait Stehr, il indique que l'usage des savoirs issus des sciences sociales n'est pas nécessairement synonyme d'éclaircissement et d'émancipation, comme la notion d'*enlightenment* le laissait supposer. Par ailleurs, Stehr reprend la notion de « trivialisation » des savoirs proposée par Beck et Bonss, pour exprimer l'idée suivante : « social scientific knowledge is stripped of certain of its "rational" and "objective" attributes as it finds its way into the social contexts of everyday life » (*ibid.* : 40).

Là encore, le terme de trivialisation me paraît contestable dans la mesure où il semble indiquer une forme de « dégradation » des savoirs qui rappelle un peu la tendance à parler d'abus dès qu'il s'agit d'examiner les usages des savoirs scientifiques effectués par les « gens ordinaires ». Cependant, une telle connotation négative est absente de la discussion que font Beck et Bonss de l'idée de trivialisation : selon eux, cela signifie surtout l'« immense difficulté à retracer empiriquement comment les savoirs des sciences sociales font leur chemin jusqu'à la pratique et quel impact ils ont effectivement sur l'action sociale » (*ibid.* : 39; ma traduction). Plus encore, cela signifie que l'« application » des savoirs envisagée

8. À partir de travaux malheureusement non disponibles en anglais ou en français : Beck, Ulrich et Wolfgang Bonss (1984). « Soziologie und Modernisierung : Zur Ortsbestimmung der Verwendungsforschung », *Soziale Welt*, 35 : 381-406 ; Schelsky, Helmut (1975), *Die Arbeit tun die anderen. Klassenkampf und Priesterherrschaft der Intellektuellen*, 2. Auflage, Opladen : Westdeutscher Verlag.

par les scientifiques n'a généralement rien à voir avec les savoirs qui sont effectivement utilisés dans la pratique (*ibid.* : 40).

C'est sans doute sur la question du rôle que peuvent jouer les scientifiques du social quant à l'efficacité pratique des savoirs qu'ils produisent que l'analyse de Stehr est la plus intéressante. Stehr affirme ainsi que l'utilité des sciences sociales repose sur leur capacité à éclairer les conditions de l'action des individus dans le cadre de leur vie de tous les jours. Plus précisément, les scientifiques du social doivent avoir à cœur de montrer dans quelle mesure certaines conditions, qui apparaissent comme fixes et déterminées aux acteurs sociaux, sont en fait plus « ouvertes » qu'il n'y paraît. Le passage crucial de l'ouvrage de Stehr est donc à mon avis le suivant : « It might well be one of the most critical functions of knowledge as a capacity for action to illuminate the context in a way which allows actors to apprehend that certain factors and conditions of action in fact are under their control » (*ibid.* : 83).

C'est par rapport à cette idée d'« ouverture » des conditions de l'action que Stehr situe à la fois l'efficacité pratique des sciences sociales et leur potentiel émancipatoire.

Cette conception du rôle des sciences sociales soulève de nombreuses questions. En particulier, on peut se demander comment il est possible de concilier une telle conception avec la préoccupation des scientifiques du social pour les « déterminants sociaux », c'est-à-dire précisément pour ce qui « ferme » l'action et ce qui échappe au pouvoir individuel. Plus généralement, la question de l'effet émancipatoire que pourraient avoir les savoirs issus des sciences sociales est loin d'être épuisée avec la position soutenue par Stehr. En effet, on pourrait très bien avancer l'argument opposé à celui de Stehr, à savoir que la mise en évidence de « déterminants sociaux » (autrement dit la démonstration « scientifique » que nous ne pouvons être tenus pour responsables de certains aspects de notre vie qui nous échappent) peut avoir un effet émancipatoire, dans la mesure où elle peut contribuer à faire disparaître la culpabilité que beaucoup ressentent face aux difficultés de leur existence. C'est cet argument que soutient Bourdieu dans *La misère du monde* (1993), en l'illustrant d'histoires de vie de personnes qui semblent souvent paralysées par ce sentiment de culpabilité à propos de situations de chômage, de violence, de racisme, de solitude et de bien d'autres encore. Il faut donc rapprocher l'affirmation de Stehr citée plus haut et la citation suivante de Bourdieu, qui conclut plus de neuf cents pages rapportant toutes les « formes de la petite misère » par ceux qui les subissent (Bourdieu et al. 1993 : 11) :

Pour si sceptique que l'on puisse être sur l'efficacité sociale du message sociologique, on ne peut tenir pour nul l'effet qu'il peut exercer en permettant à ceux qui souffrent de découvrir la possibilité d'imputer leur souffrance à des causes sociales et de se sentir ainsi disculpés ; et en faisant connaître largement l'origine sociale, collectivement occultée, du malheur sous toutes ses formes, y compris les plus intimes et les plus secrètes.

Bourdieu et al. 1993 : 944

Un autre aspect de l'impact des sciences sociales concerne leur effet de « normalisation » des problèmes sociaux, décrit ainsi par Piron : « Expliquer une anomalie ou une situation anormale par le biais de la construction d'un déterminisme revient [...] à la normaliser, à lui donner le statut de quelque chose de connu et qui est dans l'ordre normal des choses » (Piron 1994 : 120). Ici encore, le même phénomène de normalisation peut être porteur aussi bien d'effets émancipatoires (en véhiculant le message « vous n'êtes pas seuls à affronter ce problème et il n'est pas « anormal » d'avoir à l'affronter », que d'effets paralysants (normalisation en tant qu'effet de pouvoir et imposition de catégories qui « étiquettent » les problèmes sociaux, comme l'ont bien montré Foucault et Bauman).

« Modernité réflexive » et sciences sociales

Dans cette dernière section, j'aborde la question de l'usage des savoirs en sciences sociales à partir d'une perspective très différente de celles qui précèdent. Jusqu'à présent, les travaux présentés portaient exclusivement sur les sciences sociales et tiraient des caractéristiques éthiques ou épistémologiques propres à ces sciences plusieurs conséquences quant aux façons de faire usage des savoirs qui en dérivent. Mais on peut, inversement, considérer les savoirs des sciences sociales comme faisant partie de la catégorie bien plus vaste des « savoirs-experts »⁹, et commencer par analyser la place de ces savoirs dans les sociétés modernes, avant de s'intéresser plus particulièrement aux savoirs issus des sciences sociales. Le principal avantage d'une telle approche est qu'elle permet d'introduire des éléments renvoyant à l'analyse sociologique de la modernité qui, bien qu'apparemment assez éloignés de la question précise qui nous occupe, n'en sont pas moins indispensables à une analyse pertinente et contextualisée de la question de l'usage des savoirs en sciences sociales.

Bien sûr, une difficulté non négligeable de cette approche est qu'elle nous laisse face à un éventail quasiment infini de travaux qui traitent de la place des savoirs-experts dans nos sociétés, que celles-ci soient qualifiées de « modernes » ou de « postmodernes »¹⁰. Dans les pages qui suivent, je soutiens que les travaux qui constituent la thèse de la « modernité réflexive », développée récemment par Ulrich Beck, Anthony Giddens et Scott Lash, offrent un cadre d'analyse très pertinent pour étudier la question de l'usage des savoirs en sciences sociales¹¹. Cette thèse a fait récemment l'objet d'un ouvrage collectif intitulé *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order* (1994), dans lequel Beck, Giddens et Lash présentent et confrontent leurs versions respectives

9. Catégorie qui inclut, mais qui déborde aussi largement de celle des « savoirs scientifiques ».

10. Un ouvrage particulièrement « éclairant » sur cette littérature est celui dirigé par Stehr et Ericson (1992).

11. Je n'ai pas la place ici pour justifier de manière satisfaisante le choix de la thèse de la « modernité réflexive » parmi toutes les autres théorisations de la modernité. Cette thèse s'oppose sur plusieurs points à l'idée de « postmodernité » et aux diverses théories de la postmodernité (Voir Beck, Giddens et Lash 1994 ; Giddens 1993b).

de la « modernisation réflexive »¹². Je ne peux ici qu'esquisser brièvement les traits de l'analyse de la « modernité réflexive » qui me semblent pertinents pour étudier l'usage des savoirs.

Comme son nom l'indique, le concept-clé de la thèse de la « modernité réflexive » est celui de réflexivité. Beck, Giddens et Lash soutiennent qu'après une phase de « modernisation simple » qui reposait sur l'idée de contrôle de la société et de la nature, nous sommes désormais dans une phase de « modernité réflexive », pendant laquelle nous devons faire face aux conséquences non intentionnelles du processus de modernisation et à la disjonction du couple savoir/contrôle : en situation de modernité réflexive, l'accroissement des savoirs ne permet pas un meilleur contrôle de la société, mais contribue au contraire à son instabilité et à sa turbulence (Beck, Giddens et Lash 1994 : vii). Le phénomène en cause est la généralisation de la « réflexivité institutionnelle », ce qui signifie que « de façon routinière, l'information concernant la vie sociale retourne dans cette dernière et la reconstitue » (Giddens 1993b : 39). Le processus de modernisation réflexive est intimement lié à un large mouvement de détraditionalisation ainsi qu'à l'émergence de nombreux risques issus de la phase de « modernisation simple » (Beck, Giddens et Lash : 5). En période de modernisation réflexive, la réflexivité n'est plus seulement limitée aux institutions et aux experts, mais s'étend désormais à l'ensemble de la société et en particulier à la vie quotidienne et à la sphère du privé. Cela signifie notamment que les « gens ordinaires » ne peuvent faire autrement qu'être réflexifs par rapport à leur propre vie et aux décisions qu'ils prennent. Cette réflexivité individuelle et privée repose en partie sur des processus d'appropriation des savoirs-experts.

Les théoriciens de la « modernité réflexive » mettent ainsi en évidence le caractère routinier et généralisé de l'appropriation des savoirs-experts par les « gens ordinaires ». Ces phénomènes d'appropriation se font dans des conditions de démonopolisation, d'ouverture, d'hétérogénéité et de pluralisme des savoirs-experts grâce auxquelles chacun peut devenir un « expert » dans un nombre limité de champs (*ibid.* : 85-91). Au sein de ces processus d'appropriation, les savoirs issus de près ou de loin des sciences sociales occupent pendant une place particulière, dans la mesure où ils touchent souvent à l'identité de soi des personnes qui se les approprient (Giddens 1991). Les théoriciens de la modernité réflexive refusent de voir l'intrusion des savoirs-experts dans la vie quotidienne et privée comme manifestant exclusivement des phénomènes de « savoir-pouvoir » ou une « colonisation » qui masquerait une dépendance croissante vis-à-vis des experts¹³. Beck, Giddens et Lash montrent que l'extension de la réflexivité et l'omniprésence des savoirs-experts produisent tout à la fois des conséquences aliénantes et émancipatoires et que, à moins de s'intéresser à un cas précis, il est impossible de présumer des effets positifs ou négatifs de l'intrusion des savoirs-experts pour les « gens ordinaires ». À ce titre, l'appropriation des savoirs dérivés des sciences

12. En dehors de cet ouvrage collectif paru en 1994, l'idée de « modernisation réflexive » est développée par chacun des trois auteurs principalement dans les travaux suivants : Beck 1996 (à paraître), 1992 ; Giddens 1994, 1991, 1990 ; Lash et Urry 1994.

13. Position défendue par Foucault, Habermas, Bauman et Christopher Lasch.

sociales a des aspects contrastés et contradictoires; le même phénomène peut signifier aussi bien la dégradation que le renforcement de la compétence des « gens ordinaires », il peut mener aussi bien à de nouvelles formes de dépendance qu'au développement de l'autonomie individuelle; il peut favoriser aussi bien l'apparition de nouvelles inégalités ou le renforcement de celles qui existent déjà que leur remise en question. Bien que le chemin qui y mène soit très différent de celui suivi par Stehr ou Barnes, on en revient donc à la question de l'« émancipation », indissociable de la réflexion autour de l'usage des savoirs des sciences sociales par les « gens ordinaires ».

Références

- ABRAMS P., 1985. « The Uses of British Sociology, 1831-1981 » : 181-205, in M. Bulmer (dir.), *Essays on the History of British Sociological Research*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BARNES J. A., 1979. *Who Should Know That ? Social Science, Privacy and Ethics*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BAUMAN Z., 1991, *Modernity and Ambivalence*. Cambridge, Polity Press.
- BECK U., 1992. *Risk Society : Towards a New Modernity*. Londres, Sage (éd. allemande : 1986).
- , 1996, *The Invention of Politics. Studies in the Theory of Reflexive Modernisation*. Cambridge, Polity (à paraître).
- BECK U., A. GIDDENS et S. LASH, 1994, *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*. Cambridge, Polity.
- BECKER H. A., 1990, « Achievement in the Analytical Tradition in Sociology » : 8-30, in C. G. A. Bryant et H. Becker (dir.), *What Has Sociology Achieved ?* Londres, Macmillan.
- BOURDIEU P. et al., 1993, *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- BRYANT C. G. A. et H. BECKER (dir.), 1990, *What Has Sociology Achieved ?* Londres, Macmillan.
- BULMER M., 1982, *The Uses of Social Research : Social Investigation in Public Policy-Making*. Londres, Allen et Unwin.
- , 1990, « Successful Applications of Sociology » : 117-142, in C. G. A. Bryant et H. Becker (dir.), *What Has Sociology Achieved ?* Londres, Macmillan.
- CHERNS A. B., 1979, *Using The Social Sciences*. Londres, Routledge et Kegan Paul.
- CLIFFORD J. et G. E. MARCUS (dir.), 1986, *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*. Berkeley, University of California Press.
- FOUCAULT M., 1980, *Power/Knowledge. Selected Interviews and Other Writing 1972-1977*. New York, Pantheon Books.
- GIDDENS A., 1990, *The Consequences of Modernity*. Cambridge, Polity.
- , 1991, *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*. Cambridge, Polity.

- , 1993a, *New Rules of Sociological Method. A Positive Critique of Interpretative Sociologies*. Cambridge, Polity Press (1^{re} édition : 1976).
- , 1993b, « Une théorie critique de la modernité avancée » : 29-53, in M. Audet et H. Bouchikhi (dir.), *Structuration du social et modernité avancée : Autour des travaux d'Anthony Giddens*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
- , 1994, *Beyond Right and Left. The Future of Radical Politics*. Cambridge, Polity.
- HARBERS H. et G. DE VRIES, 1993, « The Empirical Consequences of the "Double-Hermeneutics" », *Social Epistemology*, 7 : 183-192, 205-208.
- HELLER F. (dir.), 1986, *The Use and Abuse of Social Science*. Londres, Sage.
- HOLZNER B. et J. H. MARX, 1979, *Knowledge Application : The Knowledge System in Society*. Boston, Allyn et Bacon.
- LASH S. et J. URRY, 1994, *Economies of Signs and Space*. Londres, Sage.
- LAZARSFELD P. F., W. H. SEWELL et H. L. WILENSKY (dir.), 1968, *The Uses of Sociology*. Londres, Weidenfeld et Nicolson.
- LENGYEL P., 1986, « The Misapplication of Social Science at Unesco » : 54-63, in F. Heller (dir.), *The Use and Abuse of Social Science*. Londres, Sage.
- LÉVY-LEBOYER C., 1986, « Applying Psychology or Applied Psychology » : 24-35, in F. Heller (dir.), *The Use and Abuse of Social Science*. Londres, Sage.
- LINDBLOM C. E. et D. K. COHEN, 1979, *Usable Knowledge : Social Science and Social Problem Solving*. New Haven : Yale University Press.
- LYNCH W. T., 1993, « What Does the Double Hermeneutics Explain/Justify ? », *Social Epistemology*, 7 : 193-204, 209-211.
- MARRIS P., 1990, « Witnesses, Engineers, or Storytellers ? Roles of Sociologists in Social Policy » : 75-87, in H. J. Gans (dir.), *Sociology in America*. Beverly Hills, Sage.
- PIRON F., 1994, « Production de savoir et effets de pouvoir. La cas de la délinquance des Autochtones au Canada », *Anthropologie et Sociétés*, 18 : 107-132.
- SCHUTZ A., 1967, *Collected Papers, I : The Problem of Social Reality*. La Haye, Nijhoff.
- SCOTT R. A. et A. R. SHORE, 1979, *Why Sociology Does Not Apply. A Study of the Use of Sociology in Public Policy*. New York, Elsevier.
- STEHR N., 1992, *Practical Knowledge. Applying the Social Sciences*. Londres, Sage.
- STEHR N. et R. V. ERICSON (dir.), 1992, *The Culture and Power of Knowledge. Inquiries Into Contemporary Societies*. Berlin, Walter de Gruyter.
- WEISS C. H., 1980, *Social Science Research and Decision-Making*. New York, Columbia University Press.
- , 1986, « Research and Policy-Making : A Limited Partnership » : 214-235, in F. Heller (dir.), *The Use and Abuse of Social Science*. Londres, Sage.
- WILSON W. J. (dir.), 1993, *Sociology and the Public Agenda*. Newbury Park, Sage.
- WINCH P., 1958, *The Idea of a Social Science and Its Relation to Philosophy*. Londres, Routledge et Kegan Paul.
- ZETTERBERG H. L., 1962, *Social Theory and Social Practice*. New York, Bedminster Press.